

Face à la menace de généralisation obligatoire, le débat public sur le Service National Universel (SNU) émerge enfin. Il est temps de passer à la mobilisation pour revendiquer l'abolition de ce dispositif inutile et nuisible pour la jeunesse !

Macron rêve d'une jeunesse au garde-à-vous !

Alors que le SNU, créé en 2019, n'a pas suscité l'adhésion (32 000 jeunes accueilli-es en 2022), le gouvernement prépare la généralisation obligatoire du dada réac de Macron. Le calendrier n'est pas encore définitif, avec 6 départements qui pourraient servir de pilotes à partir de 2024 et une systématisation du dispositif, sur le temps scolaire, à tous les élèves de seconde ou de première année CAP d'ici 2026 (800 000 jeunes concerné-es) .

Voilà son programme pour la jeunesse :

- Un stage dit de « cohésion » de 12 jours dans des « centres SNU » en dehors du département d'origine avec lever à 06h30 et coucher à 22h30, salut au drapeau, Marseillaise, port de l'uniforme, marche au pas, bourrage de crâne sur l'engagement et la citoyenneté du point de vue de l'État... Ces dernières années, le SNU a donné lieu à des débordements répétés (évanouissements de jeunes au garde-à-vous en plein soleil...).
- Une période de travail gratuit de 84 heures dite « d'intérêt général ».
- Un engagement volontaire de 3 mois et la possibilité d'intégrer une « réserve en uniforme » (armée, gendarmerie, protection civile...). Jeunesse engagée, pas militarisée !

Alibi du SNU : Macron souhaite que la jeunesse s'engage. Ne le fait-elle déjà pas ? Contre la réforme des retraites, contre l'inaction des États face aux bouleversements climatiques... ?

Pour le gouvernement, l'engagement est contraint. Sarah El Haïry, secrétaire d'État en charge du dossier le confirme : « L'objection de conscience ne pourra pas être évoquée ». Le refus du SNU pourrait même être pénalisant pour le passage des examens ou l'accès au supérieur !

Le projet vise clairement une militarisation rampante de la société et la promotion d'une idéologie « réac-publicaine » chez les jeunes.

De l'argent il y en a... pour mettre la jeunesse au pas !

Ce dispositif nuisible va mobiliser des centaines de structures d'accueil, monopoliser les financements et les emplois dans l'animation et l'éducation populaire et **impacter l'année scolaire des élèves de lycée.**

Il est aussi coûteux... Alors que l'École, la recherche, l'animation et l'éducation populaire, et de manière générale les services publics, subissent depuis des années l'austérité et les baisses de moyens, le gouvernement est prêt à sortir **2 milliards par an pour le SNU !** Dans l'éducation, on supprime des postes, on ferme des classes, mais pour soumettre la jeunesse, Macron et sa clique savent desserrer les cordons de la bourse.

Alors que les guerres impérialistes font des ravages aux quatre coins du monde, **le gouvernement multiplie les actions renforçant l'armée dans la société.** Le SNU est concomitant avec le projet de **hausse considérable du budget des Armées** (+30 % pour atteindre 413 milliards pour 2024-2030) dans une nouvelle course mondiale aux armements.

Refusons cette politique militariste !

Non au SNU ! Oui à l'éducation à la paix !

Pour un monde débarrassé du poison patriotique, des guerres et des frontières !

Le seul frein aux annonces est la crainte d'une révolte de la jeunesse en jonction avec le mouvement contre la réforme des retraites...

Jeunes et familles, travailleur·euses de l'animation et de l'éducation populaire, travailleur·euses de l'éducation, mobilisons-nous ! Bloquons le gouvernement et ses velléités de militarisation de la jeunesse et de la société ! Bloquons le SNU !